interview

Kevin Ramkaloan *(directeur exécutif de Business Mauritius)*

« Utiliser la reprise actuelle pour préparer un développement durable à moyen terme »

■ Propos recueillis par **Jean Marc POCHÉ**

Dans une interview accordée au Mauricien cette semaine, Kevin Ramkaloan, CEO de Business Mauritius, passe en revue l'économie une année après l'ouverture des frontières. Il observe que la croissance économique est sur une trajectoire ascendante et mise sur une croissance entre 6 et 8% pour cette année. Il insiste aussi sur la nécessité d'utiliser la reprise économique afin de préparer le développement économique durable et mettre en œuvre une "medium-term reform". Et souligne l'importance de la recherche et de l'innovation, de la réforme du marché du travail et de la formation ainsi que de l'industrie circulaire.

Cela fera bientôt un an que les frontières ont été rouvertes, après plusieurs mois de fermeture due à la pandémie de Covid. Quelle est l'évaluation de la situation économique par le secteur privé à ce stade ?

Le secteur privé a été partie prenante dans la réouverture graduelle des frontières, qui était essentielle pour la reprise économique. Nous pouvons le constater aujourd'hui dans les perspectives et dans les faits. Sur le plan global, le taux de croissance était de 6,1%, d'après le FMI, qui prévoit une croissance de 3,2% pour cette année. À Maurice, nous avions prévu initialement une croissance économique de l'ordre de 4% en 2021, taux qui a finalement été réduit à 3,6%, et cette année nous misons sur une croissance de 6 à 8%. *Statistics Mauritius* prévoit une croissance de 7,2%.

Nous sommes dans une trajectoire ascendante. Cette croissance intervient après la réouverture des frontières et est portée par la croissance dans les arrivées touristiques. Il faut reconnaître que les touristes étaient prêts à revenir, car la demande était là. La demande jusqu'à la fin de l'année reste forte. La connectivité aérienne a permis qu'au mois de juillet, les arrivées touristiques se situent presque au même niveau qu'en 2019, et cela malgré le fait que c'était la basse saison.

Nous constatons également une reprise dans d'autres secteurs. Le secteur financier a, pendant la pandémie, démontré sa résilience. Grâce à sa persévérance, ce secteur est sorti de la liste grise de la FATF et de la liste noire de l'Union européenne. Des fonds se réinventent et s'orientent vers l'Afrique. D'autres investissent dans les Bourses d'échanges et Bons en Inde. Le secteur manufacturier, porté par la dépréciation de la roupie, retrouve presque les chiffres de 2019. Alors que la croissance portée par le tourisme et les autres secteurs d'activités est bien présente, il faut toutefois porter une attention particulière à la balance commerciale. Les importations ont sensiblement augmenté.

Peut-on dire que dans l'ensemble, les entreprises retrouvent leur vitesse de croisière ?

C'est le cas pour les grandes et les moyennes entreprises. Il y a désormais une nouvelle définition pour les petites et moyennes entreprises. Elles pourront avoir un chiffre d'affaires allant jusqu'à Rs 100 M. Dans le secteur touristique, les petits opérateurs rencontrent encore un peu de difficultés parce que certains marchés n'ont pas encore repris. Le marché réunionnais va beaucoup aider dans la relance des activités des petites entreprises.

La production locale, un secteur comprenant beaucoup de petites et moyennes entreprises, est presque arrivée au niveau de 2019. Le secteur des TIC et du BPO sont aussi en croissance. Le sucre a connu une croissance en termes de revenus, avec des prix intéressants obtenus sur les marchés internationaux. Malheureusement, le volume ne suit pas pour le moment. Il faut reconnaître que la transition énergétique, notamment le *Biomass Framework*, est importante pour l'industrie cannière.

Pour les PME, nous comprenons que l'accès aux finances reste compliqué. Il y a encore du travail à faire à ce niveau. Un autre domaine sur lequel nous devons travailler aujourd'hui est la mobilité de la main-d'œuvre. À ce sujet, nous parlons de l'accès à la main-d'œuvre qui peut poser problème parfois et de la formation.

> **« Pour Business Mauritius, la question des pensions est importante. C'est un sujet financier. À travers le monde, la pension privée permet de réduire les dépenses de l'État. Je pense que la question de la pension contributive et de "targetting" prend tout son sens aujourd'hui »**

En ce qui concerne l'industrie touristique, les autorités prévoient que les arrivées pourront atteindre 1,4 million à la fin de l'année financière. Est-ce que c'est dans le domaine du possible ?

Pour l'instant, regardons plutôt la performance pour cette année calendaire. Après un premier trimestre compliqué, après que le pays se soit retrouvé dans la catégorie rouge écarlate introduite par les autorités françaises et après l'apparition de la souche Omicron du Covid-19, les arrivées touristiques reprennent.

Pour atteindre les objectifs fixés pour l'année prochaine, il nous faut réussir la haute saison pour cette fin d'année et travailler sur le début de saison l'année prochaine. Avec l'AHRIM, notre membre partenaire, nous travaillons avec l'État sur l'accès aérien.

S'il fallait mesurer l'indice de confiance au niveau de la communauté des affaires, peut-on dire que la confiance est revenue ?

Pour 2022, sauf imprévu, nous devons avoir une croissance tirée par le tourisme, accompagné d'autres secteurs. Au niveau du secteur privé, nous insistons sur la nécessité d'utiliser cette période pour travailler sur le moyen terme. La pandémie et le conflit Ukraine-Russie sont venus mettre en lumière l'importance de travailler sur la résilience.

Donc, faut-il tirer les leçons des conséquences de la pandémie et de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ?

Il y a eu beaucoup de consultations entre le secteur public et le secteur privé à la suite du Covid-19. Cela a été le cas également après le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Il y a eu des réunions de travail très détaillées sur les conséquences de ce conflit pour le pays. Ce qui débouche sur la question de l'approvisionnement et des prix.

Tout à fait. Alors qu'on parle de reprise économique, est-ce que l'inflation constitue un frein ?

L'inflation nous interpelle en ce qui concerne les réformes à moyen terme qui doivent être apportées. Il est clair que l'inflation que nous subissons à Maurice est importée. Nous ne sommes pas les seuls qui en souffrent, c'est un problème qui concerne l'économie mondiale. C'est le cas aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.

Aux USA, une loi sur la réduction de l'inflation, baptisée *Inflation Reduction Act* (IRA), a été adoptée. Elle vise à lutter contre l'inflation par le biais de politiques qui réduiraient le coût de l'énergie et le déficit fédéral. Au Royaume-Uni, le taux d'inflation a dépassé les 10% (12,7% en juillet), un record en 40 ans.

À Maurice, il faut reconnaître que notre génération n'a pas l'expérience de l'inflation. Il ne faut pas oublier que dans les années 1970/1980, le pays avait connu une forte poussée de l'inflation, au point que le gouvernement avait dû introduire des réformes structurelles extrêmement compliquées. En 2006 et 2008, le pays avait connu un taux d'inflation tournant autour de 10%. L'inflation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est quelque peu différente. Elle est liée à l'importation, alors que la roupie s'est dépréciée depuis le Covid-19.

Le premier réflexe pour contrer l'inflation concerne la politique monétaire. La Banque de Maurice a relevé le *Repo Rate*, à l'instar des autres banques centrales, comme la FED, aux États-Unis. Or, l'énergie fossile joue un rôle majeur dans la hausse du taux de l'inflation. La FED a trouvé une formule pour décrire la situation en parlant de *Fossiltration*, indiquant que les prix de l'énergie affectent indirectement tous les secteurs de l'économie, à commencer par les prix des produits alimentaires, qui tiennent en compte le coût du transport.

L'approche adoptée au niveau international consiste à laisser les marchés se réadapter tout en protégeant les plus vulnérables. Dans le cadre de cette politique, il s'agit de régler la question des prix des commodités là où le bât blesse. Aux États-Unis, des efforts ont été consentis autour des soins de santé, qui coûtent très cher dans ce pays, ainsi qu'autour des médicaments et de l'énergie. En Angleterre et dans certains pays européens, un soutien est accordé aux ménages en ce qui concerne le prix de l'énergie. Dans ces pays, où il fait très froid en hiver, le coût de l'énergie prend une part importante du budget familial. Il faut aussi souligner que ces pays sont confrontés à une dette publique très élevée. Pour financer ses dépenses, les gouvernements ont utilisé des formes très innovantes pour générer des revenus, entre autres en taxant les *Unproductive Monopolies*.

Vous avez mentionné la dépréciation de la roupie et la création monétaire, qui sont aussi responsables de l'inflation...

Il faut un équilibre. Dans la situation actuelle, la solution ne réside pas uniquement dans l'utilisation des instruments monétaires. À Maurice, le taux directeur a été augmenté par la Banque de Maurice. Or, la hausse du taux d'intérêt a un impact sur la reprise et les entreprises. C'est un aspect qu'on doit garder en tête lors des délibérations. Il faudra surtout trouver les mécanismes appropriés en ce qui concerne les prix du carburant, ceux de la nourriture, des loyers et de la construction des maisons. Ce sont des mesures qui sont liées à l'offre. C'est pourquoi il faut prendre en compte l'impact de l'inflation sur les plus vulnérables. En mars et avril, au moment de la flambée des prix, la communauté des affaires s'est rassemblée pour se pencher sur cette question, et beaucoup d'entreprises membres de *Business Mauritius* ont introduit un système de *Vouchers*. Cela a été suivi de l'aide de l'État à ceux qui touchent jusqu'à Rs 50 000 pour une période définie.

Au niveau de *Business Mauritius*, nous travaillons avec la NSIF afin d'essayer de mettre en place le projet *Maurice Solidaire*, avec un système de supermarchés sociaux. Par ailleurs, je dois reconnaître que nous préférons le système de *Voucher* de Rs 1 000 à celui des subsides continus sur les produits. Si les coûts des produits ne sont pas dépendants de notre économie, mais de l'extérieur, nous verrons une différence de prix lorsque les subsides partiront. La solution relève des réformes systémiques. C'est pourquoi nous insistons sur la nécessité de profiter de cette reprise économique pour travailler sur les réformes structurelles.

Que voulez-vous dire ?

Nous devons améliorer la productivité et être plus efficients dans notre production à Maurice. Nous pouvons le faire en introduisant la technologie et en s'engageant davantage dans la recherche et l'innovation dans nos entreprises. Au niveau de l'État, nous travaillons déjà avec la MRIC pour développer des propositions. Au sein de *Business Mauritius*, nous réfléchissons également à travers notre *Research and Innovation Working Group* sur la manière dont les entreprises peuvent elles-mêmes être leaders dans des domaines qui seront extrêmement importants plus tard.

Permettez que je revienne sur l'inflation. Une autre cause de l'inflation à Maurice est la chaîne d'approvisionnement régionale et internationale. Dans certains pays, on parle de *Broken Supply Chain*, mais à Maurice ,on parle de ralentissement lié à notre situation géographique, et ce que Maurice représente pour ces grandes compagnies maritimes. Il s'agit de trouver des solutions appropriées pour la circonstance. Il existe le projet de cabotage régional, sous l'impulsion de la MEXA, un autre de nos membres partenaires. Il nous faut aussi travailler de concert avec les autorités sur l'efficacité portuaire. Nous avons de bonnes infrastructures, et il nous faut nous assurer que nous restons attractifs et qu'il y ait une amélioration continue au niveau portuaire.

Comment le chômage des jeunes vous interpelle-t-il ?

Il faut le mettre en contexte. Avec le Covid-19, on a connu ce qu'on appelle *the great resignation* dans le monde, et qui déséquilibre le marché du travail. Nous faisons une étude à ce sujet actuellement et nous constatons qu'il y a une difficulté à recruter en ce moment dans le pays. Ceux qui sont partis durant le Covid peinent à revenir sur le marché du travail. À Business Mauritius, nous avons des projets en cours sur le thème de l'employabilité. Nous avons des jeunes qui sortent du marché du travail. Nous avons des femmes qui sont demandeuses sur le marché du travail. Nous avons aussi une *Inactive Labour Force* qui grandit. D'où l'importance d'une réforme du marché du travail. Il faudrait aussi pouvoir revenir davantage vers l'économie formelle.

Aujourd'hui, nous sommes en présence des grandes lames de fond avec ce que l'intelligence artificielle (IA) et le *Fintech* amènent dans ce monde du travail. Il y a beaucoup de changements en cours pour lesquels il faudra nous préparer, que ce soit en termes de formation ou de processus et de lois. Il nous faut trouver des solutions adaptées.

L'autre lame de fond est le développement durable, un sujet qui tient particulièrement aux jeunes. C'est vraiment une volonté que nous devons reconnaître et traiter. Au niveau du *Business Mauritius*, nous travaillons sur *SigneNatir*, notre emblème de la communauté des affaires pour un développement durable et inclusif.

Pouvez-vous nous éclairer davantage sur SigneNatir ?

Signatir est le pacte de la communauté des affaires pour le développement durable et inclusif. Ce pacte se décline en cinq axes avec des lignes directrices pour les membres qui s'inscrivent, volontairement. Le premier axe concerne la transition énergétique. Nous avons déjà une histoire dans ce domaine. Maurice a été un précurseur dans le domaine de l'utilisation de la bagasse pour générer de l'énergie.

> **« Nous devons arriver à soutenir cette croissance mauricienne dans la durée en sachant que les incertitudes et les chocs externes sont de plus en plus récurrents. Il nous faut cette résilience et un mécanisme pour les prévenir et les régler de façon pragmatique, systémique et efficace »**

Aujourd'hui, ce travail est plus systémique avec la MARENA, l'autorité responsable pour le développement des énergies renouvelables. Elle dispose d'une feuille de route concernant la transition énergétique. La Banque mondiale a été partie prenante dans l'efficacité énergétique. Il s'agit maintenant d'être plus efficace et de bouger vers la transition bas carbone. Il nous manque toutefois un cadre d'investissement simple, facile. Nous devons sortir des carcans qui existent dans le marché énergétique et le développer, comme l'ont fait tant de pays. D'autant plus que la communauté des affaires est prête à investir dans l'énergie renouvelable. C'est un des enjeux les plus importants en termes de substitution des importations. Ce qui nous rendra plus résilients face à d'autres crises énergétiques dans le futur.

Pour cela, il est important que les risques soient bien partagés. Il y a des questions qui sont en dehors du contrôle de l'entreprise et cela doit être reconnu dans les discussions.

La *Utilities Regulatory Authority* a un rôle important à jouer maintenant que l'agence a été opérationnalisée. L'écosystème a été mis en place et il nous faut maintenant avancer.

Les autres axes de Signatir concernent l'économie circulaire, la biodiversité terrestre et marine, les communautés vibrantes et l'inclusion, tous des enjeux nationaux importants pour la communauté des affaires. Je profite pour remercier les membres bénévoles de notre commission qui nous aident dans cette réflexion et qui sont force de proposition sur ces sujets.

En parlant de développement énergétique, quel est le problème avec Terragen, par exemple ?

L'opérationnalisation de l'URA a permis de mettre en place le maillon manquant dans cette chaîne. En l'absence d'un régulateur, nous sommes dans une position où les partenaires ne sont pas sur un pied d'égalité. À travers l'URA, comme cela s'est passé dans le secteur des télécommunications, le privé peut mieux opérer en sachant qu'il y a un régulateur pour faire la part des choses. Le contrat de *Terragen* date d'avant l'URA.

Cependant, en considérant les importantes fluctuations des prix des combustibles, il serait important qu'une politique harmonisée soit adoptée sur le passthrough pour les accords d'achat d'électricité et que tout différent soit traitée d'une façon dépassionnée par le URA, qui a justement été créée pour répondre à ces problématiques.

Il est important que les risques soient bien partagés. Il y a des questions qui sont en dehors du contrôle de l'entreprise, et cela doit être reconnu dans les discussions. Cette question a été évoquée avec l'URA.

L'utilisation de la reprise pour préparer l'avenir. Quelle est votre évaluation de la question ?

Cette reprise passe aussi par le développement et l'accompagnement au développement des nouveaux secteurs d'abord. Il y a beaucoup de choses sur lesquelles le public et le privé devront travailler ensemble. Nous avons parlé de l'industrie pharmaceutique et biotechnologique et nous en faisons partie. Nous sommes partie prenante dans un comité présidé par le ministère des Finances sur lesquelles nous arrivons avec des recommandations techniques pour aller de l'avant. C'est un secteur important en termes de résilience et d'opportunité.

Il y a aussi du travail sur le plan de notre secteur financier. Maintenant que nous sommes sortis des différentes listes et que nous sommes le *Best in Class* en termes de réglementation, ce qui nous permet d'avoir un avantage concurrentiel. Nous parlons d'économie circulaire, qui n'est pas uniquement un enjeu de développement durable. Dans un rapport réalisé par Business Mauritius, avec l'aide de l'UNDP, nous avons fait le constat qu'en 2019, nous produisons 1,1 kg de déchets par personne. Ce qui représente quelque 540 000 tonnes par an. Avec une industrie de l'économie circulaire, cela pourrait représenter entre Rs 6,1 et Rs 8,6 milliards par an, soit 1,3% de notre PIB. Maurice dispose depuis le début de l'année d'une *Virtual Assets and Initial Token Offering Services Act*. Bien qu'elle ait été adoptée, surtout par rapport à nos engagements vis-à-vis de la FATF, il y a tout un secteur que nous pourrions développer. D'où l'importance d'une régulation forte du secteur de *Crypto Asset* et de *Cryptocurrency*.

Finalement, nous présentons souvent le secteur du développement de l'immobilier comme un domaine orienté vers les étrangers, et nous le considérons comme un *Unproductive Investment*. Il faut le mettre dans un cadre plus large, car Maurice à l'ambition d'être une plateforme pour le développement dans la région. Nous avons d'un côté les accords commerciaux avec l'Inde et la Chine, et d'autre part avec le continent africain et l'accord de libre-échange continental. Les accords préférentiels nous ont beaucoup aidés dans le passé, et nous le voyons aujourd'hui dans un contexte différent dans la région.

Nous devons attirer les investisseurs et, surtout, les talents mauriciens, étrangers ou venant de la diaspora, pour les explorer de manière fructueuse. L'environnement *Work, Live and Play* est d'une importance cruciale. Nous sommes déjà bien placés sur le *Work From Anywhere Index*. Là où nous péchons, c'est concernant l'*Entertainment and Recreation* et notre fiscalité. Pour pouvoir réussir cette croissance que nous voulons faire, il nous faut être ouverts aux talents des investisseurs. Maurice doit devenir compétitive, aussi bien pour les investisseurs que pour les talents. Une partie est liée à la facilitation des affaires et l'autre reste la fiscalité du pays.

Quid de la gouvernance ?

Il est clair, en lisant les rapports du FMI et de *Moody's*, que nous avons encore un peu de travail à faire sur les réformes structurelles. Pour *Business Mauritius*, la question de la pension est importante. C'est un sujet financier. À travers le monde, la pension privée permet de réduire les dépenses de l'État. Je pense que la question de la pension contributive et de *Targeting* prend tout son sens aujourd'hui lorsque nous parlons de durabilité de système de pension, en s'assurant que l'écosystème de pensions privées soit partie prenante des discussions. Heureusement que Moody's n'a pas rétrogradé les banques en reconnaissant qu'elles restent résilientes.

> **« Aujourd'hui, nous sommes en présence de grandes lames de fond avec ce que l'intelligence artificielle et la Fintech apportent dans le monde du travail. Il y a beaucoup de changements en cours pour lesquels il faudra nous préparer, que ce soit en termes de formation ou en termes de processus et de lois »**

Il est important également d'avoir un *Investment grade* pour le pays et pour le secteur financier mauricien. Pour ce qui s'agit de la consolidation des institutions, *Business Mauritius* a toujours prôné dans ce sens. Notre *National Business Road Map* de 2019 se penche sur deux sujets principaux liés à la gouvernance, et qui sont toujours d'actualité. Le premier est le financement des partis politiques. Il est important qu'on continue à réfléchir sur la loi qui avait été présentée par le gouvernement. Il s'agit de trouver une plateforme pour discuter.

Concernant la consolidation des institutions publiques, nous soulignons que le secteur public est notre partenaire. Peut-être faudrait-il appliquer dans le secteur public certaines choses qui marchent très bien dans le privé. La communauté des affaires et le secteur public travaillent ensemble. Nous reconnaissons le professionnalisme et l'importance du service public.

Le mot de la fin...

Il faut qu'on arrive à tomber d'accord sur la *Medium Term Reform* et à débloquer les points bloquants. Nous devons arriver à soutenir cette croissance mauricienne dans la durée en sachant que les incertitudes et les chocs externes sont de plus en plus récurrents. Il nous faut cette résilience et un mécanisme pour les prévenir et les régler de façon pragmatique, systémique et efficace.